

## INTRODUCTION /RESUME

### PARTIE 1 : DIX QUESTIONS POUR COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA CRISE SYSTEMIQUE

- *1 : Comment la financiarisation de l'économie empêche-t-elle le développement durable ?*
- *2 : Pourquoi remettre en question l'utilisation politique de la théorie économique néoclassique ?*
- *3 : Qu'est-ce que le PIB et quels problèmes pose-t-il ?*
- *4 : Quelle est l'alternative économique des écologistes ?*
- *5 : Quel(s) indicateur(s) alternatif(s) pour le projet d'économie écologique ?*
- *6 : Et si on échangeait la dette financière et la dette écologique ?*
- *7 : L'environnement est-il toujours un atout économique ?*
- *8 : Qu'est-ce qu'une « économie positive » ?*
- *9 : Qu'est-ce que l'effet rebond ?*
- *10 : Le Green Deal, ou comment combiner relance économique, réduction de l'empreinte écologique et progrès social partagé ?*

### 2<sup>e</sup> PARTIE : LES 10 PROPOSITIONS DU GREEN DEAL

- 1. Lancer un plan de travaux dans les secteurs verts*
- 2. Etablir le coût-vérité des pollutions*
- 3. Libérer l'économie de la dictature de la finance*
- 4. Orienter les placements vers le développement durable*
- 5. Créer une inspection du développement durable*
- 6. Construire une alliance avec le secteur de l'assurance*
- 7. Tirer parti de l'écologie industrielle*
- 8. Réorienter la fiscalité pour soutenir la transition écologique et sociale*
- 9. Répondre à l'urgence sociale*
- 10. Refaire de la sécurité sociale un véritable tremplin*

### CONCLUSION : REVOLUTION, EVOLUTION OU TRANSITION ?

## INTRODUCTION /RESUME

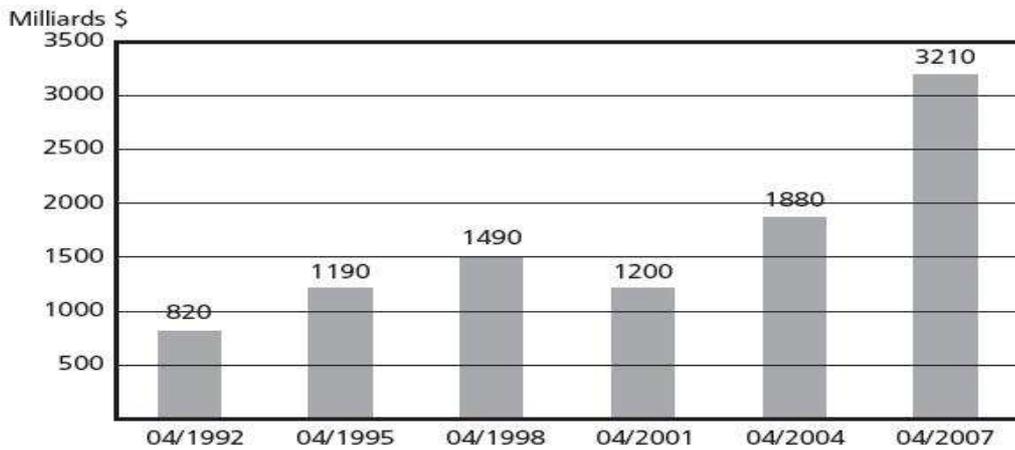
- Pour Jean-Marc Nollet, l'origine des crises financière, énergétique, sociale et environnementale que nous vivons actuellement est double :
  - la dictature du court terme
  - et l'exploitation effrénée de l'homme et de la nature
  - qui nous entraînent dans une série d'impasses : économique, sociale et environnementale
- Jean-Marc Nollet souligne que ce ne sont pas les dysfonctionnements du système qui sont à la base de la crise mais le système lui-même.
  - Le compromis historique entre capital et travail doit s'ouvrir à une troisième composante, la nature
  - Répondre à la crise économique ne peut se faire en utilisant les recettes qui ont conduit la planète au bord de la rupture.
  - Il faut donc inventer une "nouvelle donne verte" (un green deal) qui réponde aux crises dans leur globalité et combine "relance économique, réduction de l'empreinte écologique et progrès social partagé".

## PARTIE 1 : DIX QUESTIONS POUR COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA CRISE SYSTEMIQUE

- 1 : *Comment la financiarisation de l'économie empêche-t-elle le développement durable ?*
- 2 : *Pourquoi remettre en question l'utilisation politique de la théorie économique néoclassique ?*
- 3 : *Qu'est-ce que le PIB et quels problèmes pose-t-il ?*
- 4 : *Quelle est l'alternative économique des écologistes ?*
- 5 : *Quel(s) indicateur(s) alternatif(s) pour le projet d'économie écologique ?*
- 6 : *Et si on échangeait la dette financière et la dette écologique ?*
- 7 : *L'environnement est-il toujours un atout économique ?*
- 8 : *Qu'est-ce qu'une « économie positive » ?*
- 9 : *Qu'est-ce que l'effet rebond ?*
- 10 : *Le Green Deal, ou comment combiner relance économique, réduction de l'empreinte écologique et progrès social partagé ?*

### 1 : *Comment la financiarisation de l'économie empêche-t-elle le développement durable ?*

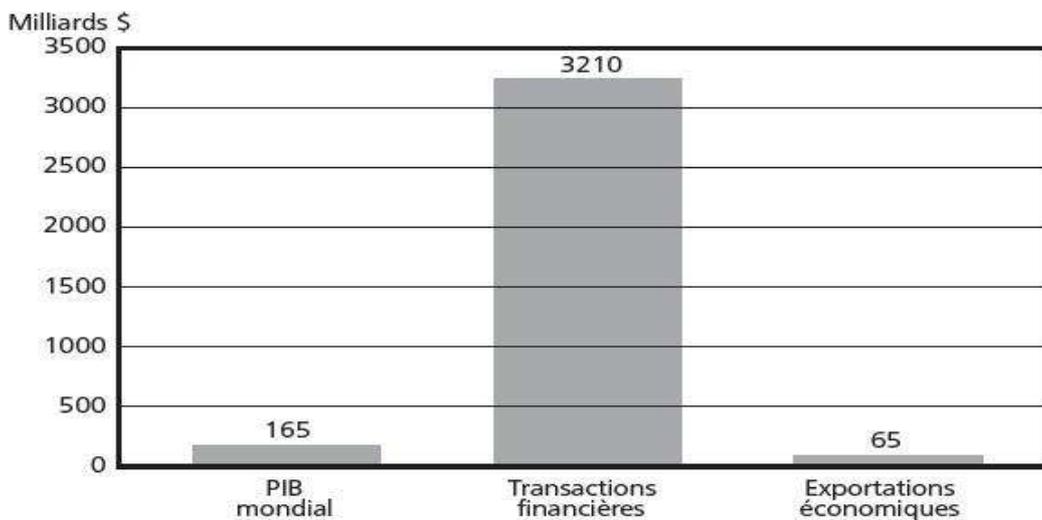
- Qu'est ce que la financiarisation ? désigne le rôle prépondérant des secteurs financiers sur l'économie
  - Exemple : les transactions sur les marchés des changes, x4 en 15 ans, seuls 17% liés aux besoins des multinationales, le reste : fonds spéculatifs et investisseurs institutionnels



- Le système financier se justifie quand il joue son rôle d'intermédiation entre entrepreneurs et investisseurs.
- Les problèmes apparaissent lorsque la sphère financière fonctionne de manière de plus en plus autonome, en ponctionnant une partie toujours plus importante des revenus monétaires, des fruits du travail et des richesses naturelles.
- Pour ce faire, elle met en oeuvre des stratégies de court terme, incompatibles avec le développement d'un système économique au service de l'homme et de son environnement.
- Cette financiarisation mène à une série d'impasses économiques, sociales et environnementales

### Les impasses économiques de la financiarisation :

- Les objectifs de rentabilité à court terme encourage une hausse des profits portée par un surendettement insoutenable à terme
- Les « bulles » engendrées par ce surendettement entraînent une instabilité du système (brouillage du « signal prix » donc des décisions économiques, récessions périodiques)
- Déconnexion entre économie réelle et économie casino
- Les transactions financières = 20 fois la croissance annuelle, 50 fois les exportations :



Comparaison des volumes quotidiens échangés (milliards \$)  
 (Source : Alternatives Economiques, n°267, mars 2008)

- Durée moyenne de détention des actions = 7 mois
- « L'économie réelle devient un appendice des bulles spéculatives entretenues par l'industrie financière. » (André Gorz)

- Le rythme de publication des résultats (trimestriel) et les récentes normes comptables (IFRS) ont favorisé le court termisme en faisant davantage évoluer le bilan des entreprises en fonction des variations des cours de bourse

### **Inefficacités du modèle économique dominant**

- L'instabilité des prix due aux bulles spéculatives perturbe le fonctionnement du marché en rendant les décisions d'investissement plus aléatoires
- Les marchés financiers sont procycliques (ils accentuent les mouvements à la hausse comme à la baisse)
- La fragilisation de nombreux établissements financiers a provoqué une concentration accrue dans le secteur : formation d'oligopoles (ex : la Lloyd TSB détient 28% du marché des prêts immobiliers)

### **De la crise financière à la crise économique**

- La pression exercée par la financiarisation mène à court terme à des excès et des sous-évaluations de risque ou à des scandales à répétition => risque systémique latent à moyen terme
- (ex : crise des subprimes)
- Crise de solvabilité des emprunteurs à risque => revente d'une grande partie des prêts à risque par établissements financiers => titrisation dans des produits structurés opaques (CDO) pour diluer le risque => développement de la méfiance suite aux premières défaillances de « hedge funds » => la crise hypothécaire devient une crise boursière, puis interbancaire => crise de liquidité et chute des transactions interbancaires=> intervention des Banques centrales pour injecter des doses massives de liquidité pour dégripper le système
- Puis la crise se propage à l'économie réelle par la restriction du crédit (« credit crunch ») => environ 20 millions de chômeurs en plus...
- (NB : le livre écrit en 2009 ne mentionnait pas la propagation des problèmes de dettes souveraines apparues en 2010)

### **Des crises à répétition**

- Ce système n'est pas tenable, les crises vont continuer à se répéter. Le cours de la finance mondiale n'est qu'une longue succession de crises.
- L'amnésie est un autre trait caractéristique de ce système :
  - À chaque fois, l'inefficacité des mécanismes de contrôle a été pointée du doigt et les « plus jamais ça » et autres promesses d'autorégulation ont été entendus.
  - Mais dès la crise passée, c'est le retour du « business as usual » avec l'Etat (parfois en direct, parfois via les banques centrales) contraint de jouer le rôle du réassureur « en dernier ressort »

*Hypothèse : jusque 2010/2015 au moins, le système pourrait faire « illusion » grâce aux investissements des fonds de pension (américains entre autres) qui bénéficieront jusqu'à ce moment d'un apport net d'épargne, les cotisations des ménages et entreprises l'emportant sur les pensions complémentaires versées => tendance haussière provisoire*

*Mais le « papy boom » va mettre sous pression ces fonds de pension qui vont devoir, presque tous en même temps, vendre une part croissante de leurs actifs en portefeuille donc provoquer une baisse des cours*

Le sauvetage du système financier américain a mobilisé des sommes astronomiques (ex : Plan Paulson de septembre 2008 : 700 milliards \$ soit 20 fois ce qui permettrait l'éradication de la faim dans le monde

- Idéologie dominante de la valeur actionnariale : les entreprises doivent agir pour maximiser la rentabilité boursière de leur titre et donc réaliser des rendements financiers, s'est imposée comme la seule école économique officiellement « crédible ».
- Mais, comme le dit René Passet, « l'impératif d'un rendement de 15% des capitaux propres imposé par la finance aux entreprises, et les 'dix prochaines minutes' qui représentent le très long terme, contraignent la biosphère ; avec pour résultat la course productiviste, la surexploitation et la destruction des milieux naturels. »

- ⇒ régulation de la finance, au service de l'économie réelle (« la Banque doit redevenir ennuyeuse »), les marchés financiers sont incapables de s'autoréguler

### **Les impasses sociales de la financiarisation**

- ⇒ On ne peut dissocier le rôle de la finance de celui du conflit entre capital et travail pour le partage de la valeur ajoutée. Une rentabilité maximale à court terme du capital implique une pression maximale sur le travailleur et le consommateur.
- ⇒ Baisse continue de la part de la valeur ajoutée dévolue aux revenus du travail (favorisée par la globalisation)
- ⇒ Stimulation artificielle de la consommation via l'endettement
- ⇒ Les inégalités ont-elles un bel avenir ?
  - ⇒ Rapport du BIT 2008 :
    - ⇒ déclin de la part des salaires dans 51 pays sur 73 étudiés (-9% sur 20 ans pour les pays développés)
    - Endettement relatif supérieur dans les pays fortement déréglementés
    - Augmentation des inégalités de revenus dans les 2/3 des pays
    - Ecart de revenus entre les 10% les mieux payés et les 10% les moins bien payés : +70%
    - Idem pour écart de revenus entre dirigeants et cadres moyens
    - rapport entre inégalités de revenus excessives et taux de criminalité accrus, espérance de vie réduite et, dans le cas des pays pauvres, à la malnutrition et à une plus forte probabilité de voir les enfants privés d'école pour aller travailler.
    - La financiarisation affecte aussi les marchés des produits de première nécessité (cf bulle spéculative sur le riz et le blé en 2008) => accroissement du nombre de mal nutris (923 millions en 2009)

### **Les impasses environnementales de la financiarisation**

- Le court termisme empêche d'intégrer la dimension environnementale lors des prises de décision
- Le profit à court terme n'est pas affecté par les dégâts collatéraux (pollution, chute biodiversité, épuisement des ressources...)
- Le profit se nourrit aussi et surtout de la hausse constante de la consommation, sans prise en compte de l'empreinte écologique

## **2 : Pourquoi remettre en question l'utilisation politique de la théorie économique néoclassique ?**

- Depuis une trentaine d'années, la science économique subit la domination quasiment incontestée du courant néoclassique :
- Il s'appuie sur des modélisations mathématiques très sophistiquées.
- Ces aspects sont appréciés par les politiques, notamment pour établir leurs prévisions de croissance et donc prévoir leurs budgets.
- Paradigme de base du courant néoclassique : « équilibre général » : dans l'économie de marché,
- en concurrence parfaite, l'équilibre est atteint automatiquement par ajustement des prix au niveau où se croisent l'offre et la demande, celle-ci étant la résultante des choix d'individus rationnels, disposant d'une information parfaite et l'utilisant pour maximiser leur profit.
- Ce paradigme commet quatre erreurs fondamentales et ne peut donc être transposé intégralement comme aide à la décision.

### **1ère erreur : réduire l'individu à une machine à calculer**

- Théorie néoclassique : les acteurs économiques sont toujours rationnels

- De très nombreuses études comportementales et psychologiques mettent en lumière de nombreux mobiles d'action dont le poids est sous-évalué par la théorie néoclassique
  - Poids des habitudes
  - Comportements moutonniers
  - Influence de l'entourage
  - Effets de possession
  - Dévalorisation du futur lointain par rapport au présent
  - Aversion à perdre...
  - Phénomène de « l'escalade d'engagement » : *« une fois que nous avons pris une décision, et d'autant plus que nous l'avons prise publiquement, nous avons tendance à nous y tenir, et cela, à la limite, que la décision soit bonne ou non, que ses conséquences soient favorables ou non »*

### **2e erreur : croire que nous bénéficions toujours d'une information parfaite**

- Manque de fiabilité des jugements des agences de notation (oligopole anglosaxon)
- En économie financière, l'information est
  - toujours partielle
  - asymétrique (le vendeur en sait plus que l'acheteur)
  - partielle (influencée par le marketing et la publicité)

### **3e erreur : nier le caractère limité des ressources, minimiser le long terme**

- Pour les néoclassiques : la nature est un sous-système de l'économie, un capital à la disposition des humains et de leurs besoins.
- Dans l'économie écologique l'économie est subordonnée à ce que peut donner la nature.
- la nature n'impose aucune limite à l'entreprise d'accroissement de la production et de la productivité... à court terme, c'était peut-être vrai...
- Mais à long terme, l'évolution récente des stocks des énergies fossiles ou de la biodiversité nous montre que c'est une illusion.
- Certains pourtant continuent de s'accrocher à l'idée « magique » que la croissance et l'innovation technologique permettront à elles seules de résoudre tous les problèmes de ressources.

### **4e erreur : penser l'individu sans la société**

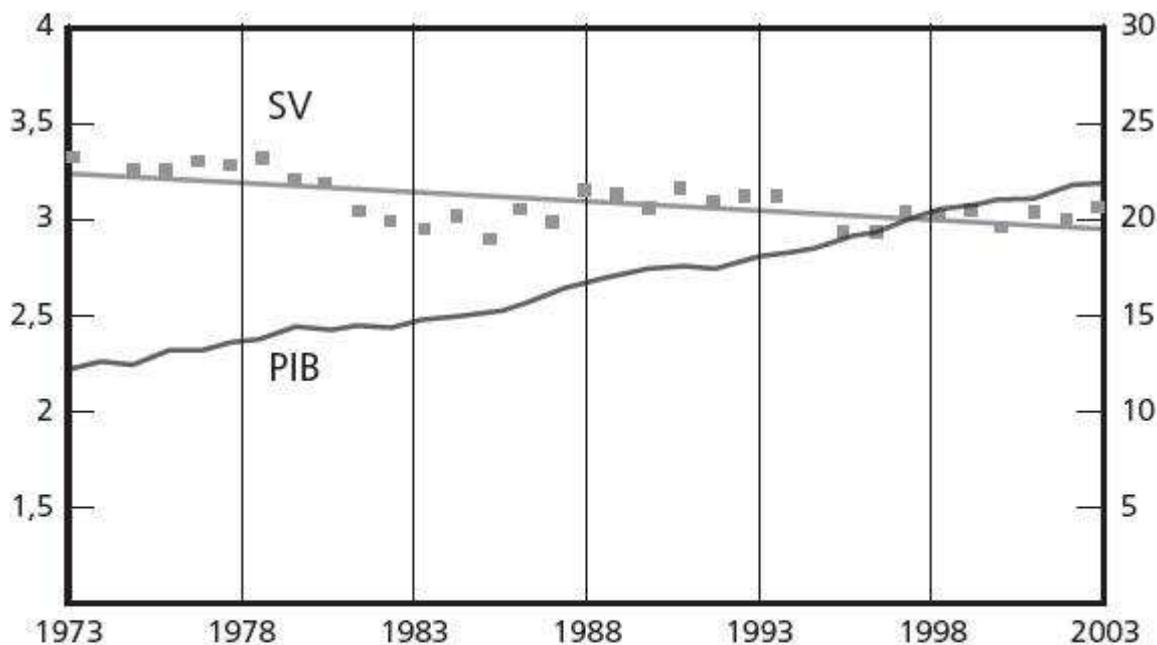
- Pour les néoclassiques : les considérations d'ordre éthique sont secondaires ; le consommateur cherche en permanence à maximiser sa satisfaction individuelle
- Cela disqualifie les comportements de coopération, ou non conditionnés par la satisfaction personnelle

### **3 : Qu'est-ce que le PIB et quels problèmes pose-t-il ?**

- Pour les économistes productivistes : le Produit Intérieur Brut est la mesure « objective » de l'ensemble des biens et services produits sur un territoire donné pendant une période donnée
- Quand il croît tout va ...
- Cet indicateur présente cependant une série de graves lacunes...
  - Le PIB ne fait aucune distinction selon la nature de l'activité qui engendre la croissance
    - Des activités « négatives » ou non utiles socialement font croître le PIB
  - Le PIB ne tient pas compte de la répartition des richesses créées
    - Il ne dit rien du degré d'intégration et de redistribution d'une société
  - Le PIB ne mesure pas l'émancipation
    - Une dictature peut avoir une croissance très forte
  - Le PIB ne tient pas compte de l'impact des activités sur l'environnement

- Pas de mesure des « externalités négatives » liées à la pollution
- Le PIB ne fait pas de différence entre une production à valeur réellement ajoutée et l'exploitation des ressources
  - la valeur des actifs constitués par les ressources naturelles n'est pas prise en compte.
  - La Banque Mondiale estime que les 2/3 de la croissance chinoise récente ont été réalisés grâce à un « découvert écologique ».
  - Le PIB ne comptabilise rien de la disparition du capital naturel non renouvelé
  - Il ne comptabilise pas non plus en « provisions pour risques » la production des déchets qui, à terme, provoqueront pourtant de graves inconvénients.
- Le PIB ne tient pas compte des activités domestiques et sous valorise tout ce qui relève de la sphère non marchande

Problème fondamental du PIB : indicateur purement quantitatif avec une relation complexe avec la qualité de la vie



#### Bonheur versus croissance du PIB

SV = Échelle de gauche : satisfaction de vie moyenne

PIB = Échelle de droite : PIB réel par habitant (milliers de dollars GK)

(Source : Regards économiques, n°38, Mars 2006)

- Le PIB conduit à cantonner la politique économique dans la question « comment faire plus ? »
  - La question du sens et du projet collectif est rejetée en dehors du champ économique

#### 4 : Quelle est l'alternative économique des écologistes ?

- conception néoclassique de l'organisation économique : basée sur la maximisation des profits d'individus atomisés
- conception écologiste : économie de projet(s) au service d'une solidarité au cube : entre personnes, entre territoires et entre générations.

#### Egalité des chances de réalisation de vie

- Via une économie créant de la valeur en tenant compte de la justice (y compris intergénérationnelle), de la liberté et de la durabilité

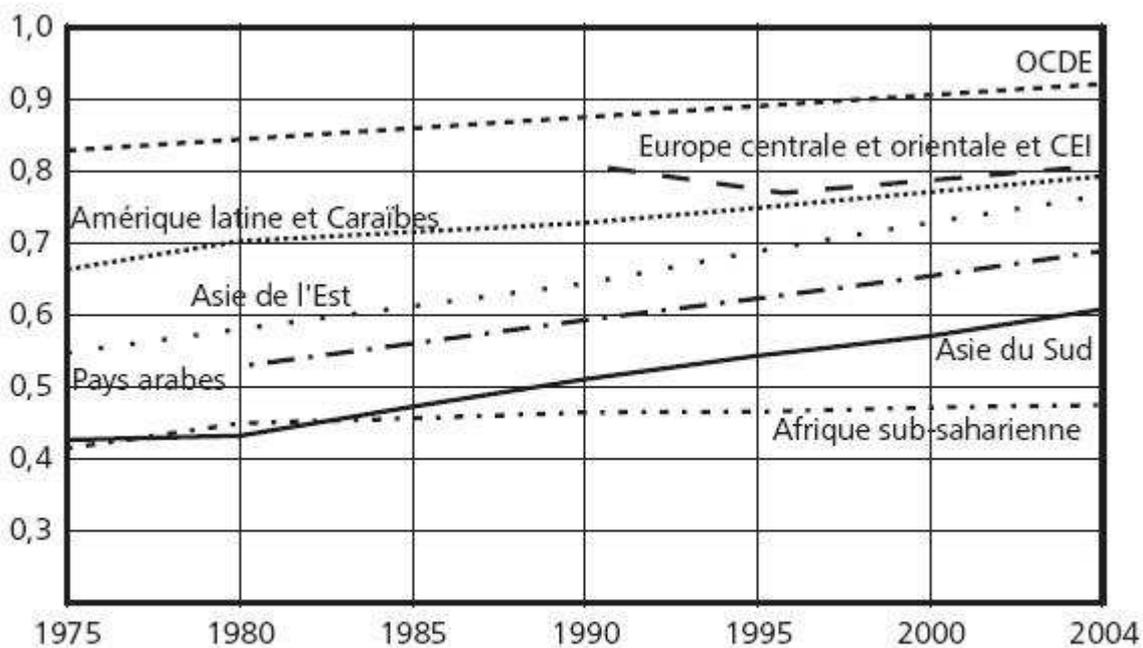
- Ceci implique l'adoption d'une grille de lecture alternative permettant de reconnaître l'existence d'interconnexions et d'interdépendances entre les sphères économiques, sociales et biophysique : l'économie écologique
- L'économie est un moyen, pas une fin, pour avancer vers un idéal de développement durable
- Développement durable : répondre aux besoins du présent en garantissant la capacité des générations futures à répondre aux leurs
- La « main invisible » ne suffit pas, il faut de la régulation pour :
  - Stimuler (soutenir les acteurs de l'économie réelle)
  - Orienter (réguler la finance, réduire l'empreinte écologique)
  - Redistribuer : « *les questions liées à une juste distribution des revenus ne peuvent être évitées en atteignant l'opulence, comme le suggérait le philosophe David Hume ; elles ne peuvent pas non plus être éludées par le biais d'une croissance économique illimitée comme le propose l'orthodoxie économique, car la croissance est irrémédiablement limitée par les contraintes de la nature.* »

## 5 : Quel(s) indicateur(s) alternatif(s) pour le projet d'économie écologique ?

- Il existe trois grandes catégories d'indicateurs alternatifs au PIB :
  - les indicateurs qui apportent des corrections au PIB quant à différents biais humains et sociaux,
  - les indicateurs environnementaux
  - et enfin les indicateurs de « bien-être subjectif » ou de « satisfaction de vie », souvent obtenus sur base d'enquêtes.
- Réflexion en cours : indicateur synthétique de type PIB, ou panel d'indicateurs de type tableau de bord ?
- 2 indicateurs alternatifs « tendance » : l'empreinte écologique, l'indice de développement humain

### ***l'indice de développement humain (IDH) du PNUD***

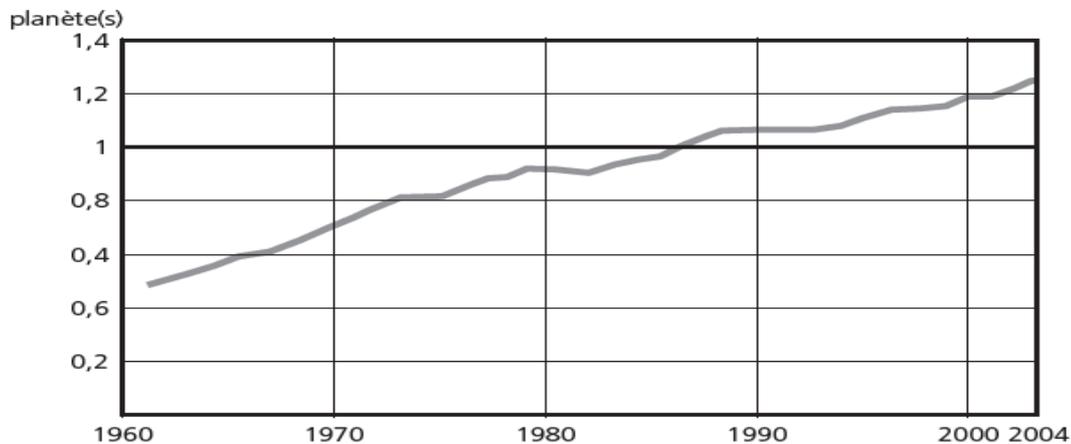
- moyenne de 3 indices quantifiant la santé, l'éducation, le niveau de vie (en parité de pouvoir d'achat)
- Dans l'ensemble l'IDH progresse depuis 1975



Evolution de l'IDH entre 1975 et 2004  
(Source : Nations Unies)

## L'empreinte écologique du WWF: la mesure des générations futures

- Mesure un équivalent de surface productive nécessaire pour fournir durablement les ressources nécessaires à notre consommation et pour absorber nos déchets
- l'empreinte écologique montre le caractère non-soutenable de nos économies par l'utilisation de ressources non renouvelables et l'abus de ressources renouvelables. En effet, l'humanité consomme celles-ci plus rapidement que les écosystèmes ne les régénèrent.
- *l'humanité a commencé à dépasser la bio-capacité globale dans le milieu des années 80, créant ainsi progressivement une véritable « dette écologique ».*

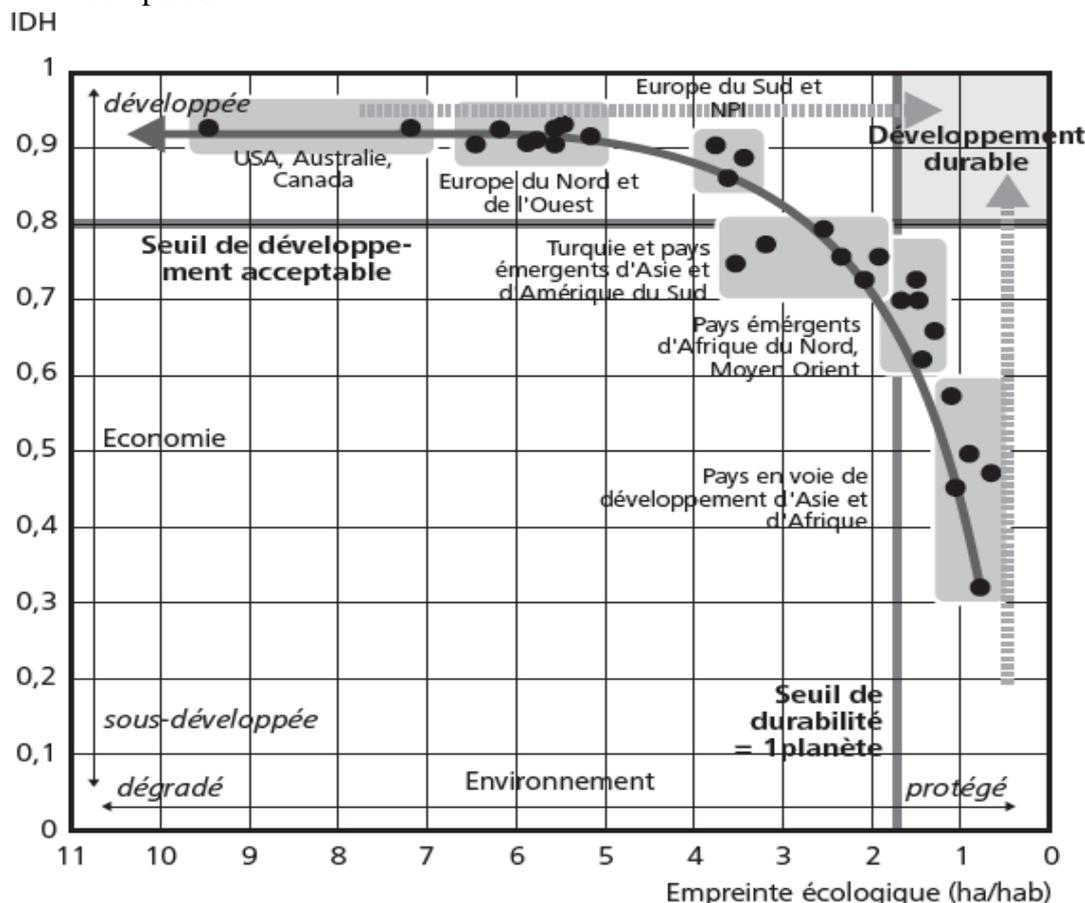


Empreinte écologique de l'humanité, 1961 – 2003  
(source : WWF)

- La dette écologique pourrait atteindre 34 années – planète en 2050 !

## Croiser l'IDH et l'empreinte écologique

- aucun pays n'atteint simultanément le seuil de durabilité écologique et le seuil de développement acceptable

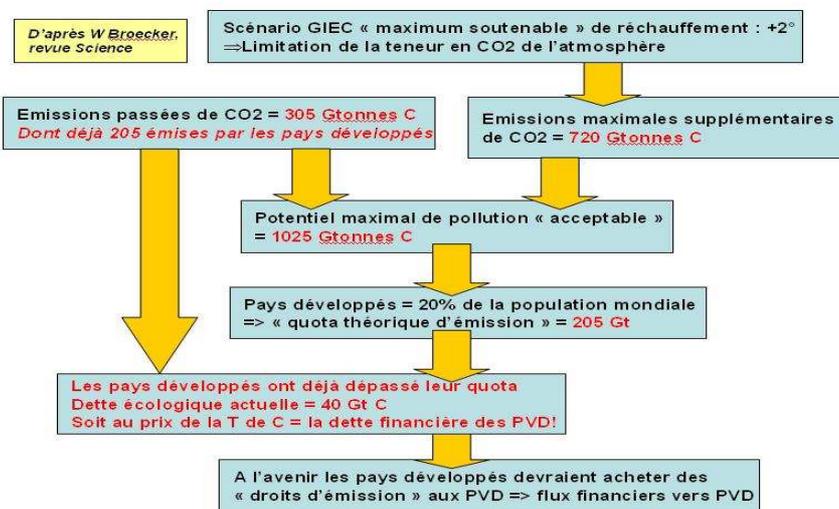


Le « chemin du développement classique » montre que la tendance naturelle du développement des pays n'est pas d'aller vers le développement durable

- **Objectif écologiste : mettre l'ensemble des pays sur le chemin du développement durable.**
  - L'ensemble des pays doivent passer au-dessus du seuil de développement acceptable, sans néanmoins consommer plus que ce que la planète est en mesure de leur offrir.
  - les pays au dessus du seuil de développement acceptable doivent se placer progressivement sous le seuil de la durabilité écologique.
  - Enjeu complémentaire : relèvement du seuil de durabilité écologique, réalisable par une hausse de la bio-capacité de la planète. (mais déjà stoppons son érosion...)

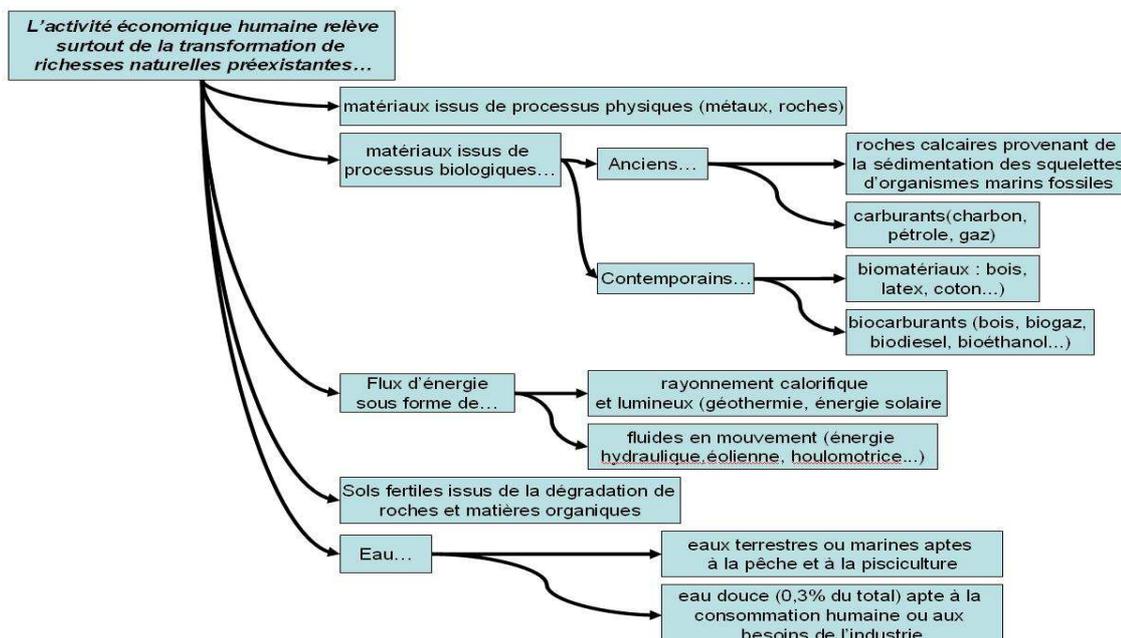
NB : en Belgique, les écologistes ont proposé une révision de la constitution pour y intégrer un objectif de réduction de l'empreinte écologique du pays

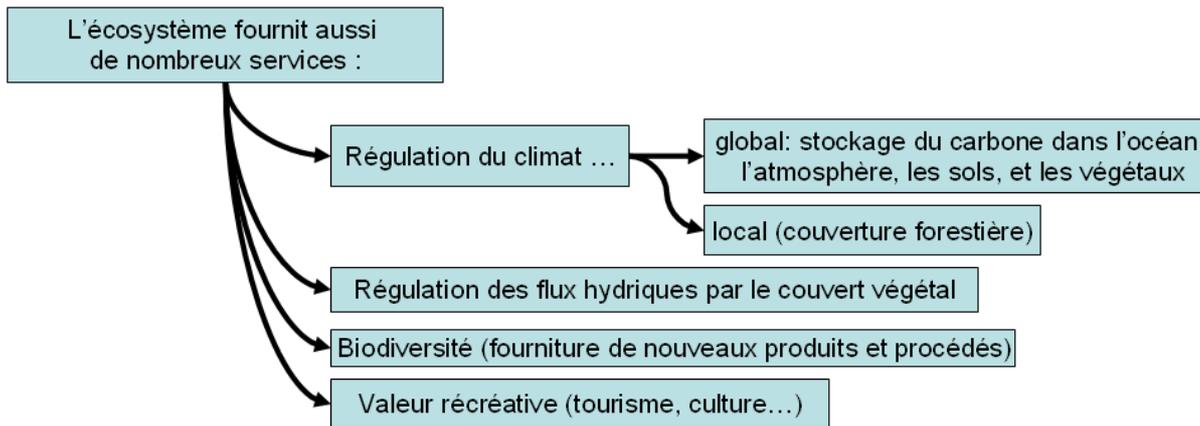
## 6 : Et si on échangeait la dette financière et la dette écologique ?



- Problématique explicitement mise en avant par l'Equateur (échange des revenus pétroliers contre flux financier de la communauté internationale)

## 7 : L'environnement est-il toujours un atout économique ?





- Un « bon environnement » est un atout économique
- Pas de durabilité de notre système économique sans prise en compte des données physiques AVANT les données purement économiques
- *Sauver la biodiversité c'est nous sauver nous-mêmes* (H Reeves)
- Exemple ayant valeur de démonstration : les problèmes actuels posés par la mauvaise santé des populations d'abeilles, vecteurs essentiels de la pollinisation, donc de la productivité agricole : ces services sont estimés à 153 milliards d'euros par an ...
- **Nécessité de quantifier ces services, d'établir la « valeur » de la nature**
  - Ce qui est utile (ex : l'eau) n'a pas toujours grande valeur
  - Ce qui a une grande valeur (ex : les diamants) n'est pas toujours utile
- Coût de la perte de biodiversité = 7% du PIB mondial d'ici à 2050 si rien n'est entrepris pour lutter contre ce déclin
- **Nécessité de revisiter la doctrine économique :**
  - internalisation progressive des coûts environnementaux actuellement externalisés (c'est-à-dire non pris en compte dans le prix).
  - Révision de la notion de capital en y intégrant le capital humain, social et naturel.
  - Prise en charge par chacun du coût réel de ses atteintes à l'environnement, actuellement supportées par la société, en hypothéquant le futur.
- Une intégration correcte de la dimension environnementale préserve les bases d'une économie prospère et productive d'emplois :
  - de nouveaux modèles d'affaires, basés sur les ressources de la biosphère, peuvent se développer et permettre la transition vers une économie « positive ».

## 8 : Qu'est-ce qu'une « économie positive » ?

- = économie dont l'objectif est de créer plus de ressources qu'elle n'en consomme
- Si croissance il y a elle ne puise pas dans l'environnement de façon « minière » mais de la restauration puis du développement du capital écologique de l'humanité
- ⇒ projet politique écologiste :
  - Eviter l'emballage climatique
  - Renouveler les ressources
  - Recréer de la diversité
  - Redonner du sens

### Eviter l'emballage climatique

Cf travaux du GIEC... éviter un emballement au-delà de 2°C

### Renouveler les ressources

Eviter l'exploitation des ressources sans limites, au-delà du taux de renouvellement

### Recréer de la diversité

Crise actuelle de la biodiversité = 6<sup>e</sup> grande période d'extinction

La biodiversité assure aux systèmes une capacité de résilience en cas de crise

## Redonner du sens

Remise en question des incohérences du système actuel (volatilité des cours boursiers, hausse des cours suite à des licenciements, échanges importations / exportations de denrées alimentaires sans réelle justification...)

- Pour l' économie positive, l'intervention humaine doit se moduler :
  - Pour les ressources anciennes : « **faire plus avec moins** » : prolongation de l'usage, amélioration de la productivité, utilisation « circulaire » (recyclage) : limite : les principes de la thermodynamique
  - Pour les ressources renouvelables : « **faire plus avec la biosphère** » : l'alimentation permanente par l'énergie solaire et géothermique permet de fonctionner en entropie décroissante

## Politique économique inspirée des principes de fonctionnement des écosystèmes naturels :

### 1. faire plus avec moins

- **fonctionnalité** : passer de la propriété à l'usage ; vendre des services plutôt que des biens, ce qui forcera à ouvrir une réflexion sur l'utilité finale des choses ;
- **circularité** : réduire, réutiliser, recycler (par opposition au triptyque de l'économie négative : extraire, transformer-utiliser, jeter);
- **complémentarité** : remplacer la notion de déchets par celle de co-produits et développer des éco-parcs ou éco-zonings dans lesquels les entreprises utilisent en matière première ce que d'autres rejettent en déchets.

### 2. faire plus avec la biosphère

- **substitution** : substituer systématiquement les énergies renouvelables aux énergies fossiles ; les matériaux sains aux matériaux toxiques et les bioprocédés (procédés basés sur le vivant) aux procédés physico-chimiques ;
- **diversité** : la diversité est notre meilleure assurance-risques, ceci est vrai au niveau biologique mais l'est tout autant au niveau énergétique ou économique : il n'y a pire erreur que de mettre tous ses oeufs dans un même panier ;
- **valorisation** : nous avons de l'or autour de nous, dans des ressources non employées, dans des actifs non valorisés ; ayons la mentalité d'un chercheur d'or !
- La réussite dépend de la capacité des acteurs à mobiliser les savoirs nécessaires pour développer leur capital écologique
- Les gagnants du monde de demain seront ceux qui investiront dans l'éco-intelligence : recherche et développement, formation de spécialistes opérationnels, emploi de personnel qualifié
- La crise actuelle peut être une opportunité pour faire émerger ce nouveau modèle : mais 2 puissants obstacles : la financiarisation et **l'effet rebond**

## 9 : Qu'est-ce que l'effet rebond ?

- La hantise des écologistes !
- **Il désigne l'annulation d'un bénéfice écologique dû à un gain d'éco-efficience ou de sobriété,**
  - soit par une **surconsommation** du même bien (éventuellement par d'autres consommateurs),
  - soit par la **consommation d'un autre bien** tout aussi polluant, voire plus ; cette nouvelle (sur)consommation est rendue possible par la **diminution du prix du produit sur lequel un gain d'éco-efficience a pu être réalisé.**
- Exemple : industrie automobile : diminution de la pollution produite par voiture, mais augmentation du nombre total de voitures => bénéfice écologique nul
- Les politiques s'appuyant sur la seule éco-efficacité sont à bannir

- Il faut en plus une série de mesures permettant de réorienter les choix de consommation (et les choix de vie) => écoefficacité + réduction consommation des biens non durables + consommer autrement (en dehors de la sphère marchande)
- *L'effet rebond est un grand défi, car fondé sur une dimension culturelle très forte*

## **10 : Le Green Deal, ou comment combiner relance économique, réduction de l'empreinte écologique et progrès social partagé ?**

Orientation écologique et sociale de la relance ; base keynésienne, mais les investissements ne concernent que les secteurs durables

### **Axes majeurs :**

- relance sélective impulsée par les pouvoirs publics ;
- soutien massif à la recherche fondamentale en lien avec la définition d'une politique éco-industrielle, au niveau européen
- encouragement réel à l'initiative, qu'elle soit individuelle ou collective, économique ou associative, marchande ou non exclusivement marchande ;
- investissement public dans les services aux personnes
- introduction de clauses sociales et environnementales élevées et intégrées à une vision qualitative offensive des échanges commerciaux entre l'Europe et le reste du monde ;
- orientation vers la durabilité des placements effectués par les fonds de pension ;
- soutien de la demande par une régulation des relations de travail et des revenus (stop à la précarité des conditions d'emploi qui gonfle les profits des entreprises prospères et... finance les investissements de délocalisation) ;
- transfert fiscal des charges pesant sur le travail vers des charges liées aux pollutions émises tout en veillant à garantir un financement alternatif pour la sécurité sociale ;
- renforcement de la progressivité de la fiscalité ;
- lutte européenne contre les paradis fiscaux
- autonomisation du cycle économique par rapport au cycle de la finance via un contrôle accru des marchés financiers (politique de changes concertée, limitation des mouvements des capitaux, taxe Tobin, lutte contre le court-termisme, etc.), ce qui implique une réforme profonde du fonctionnement de la BCE ;
- conception anticyclique de toute politique monétaire et économique ;
- lutte contre toute forme d'effet rebond, notamment via la fiscalité et l'introduction de « cliquets » (comme sur les produits pétroliers) où, chaque fois que le prix baisse, une partie de cette baisse n'est pas répercutée dans le prix

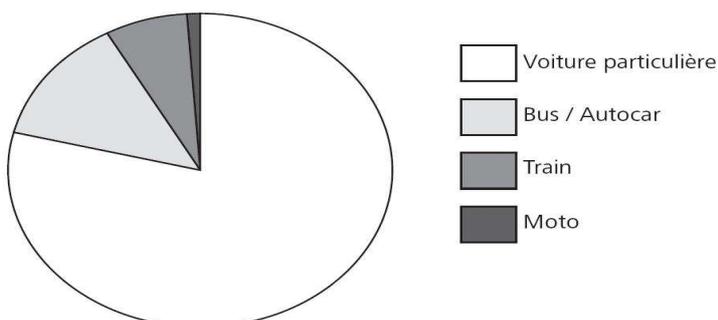
L'unique solution pour fabriquer de la régulation est de réinventer le politique... mais celui-ci devra cultiver l'humilité, sans perdre de vue un instant l'objectif de régulation souple de l'économie

## 2<sup>e</sup> PARTIE : LES 10 PROPOSITIONS DU GREEN DEAL

11. *Lancer un plan de travaux dans les secteurs verts*
12. *Etablir le coût-vérité des pollutions*
13. *Libérer l'économie de la dictature de la finance*
14. *Orienter les placements vers le développement durable*
15. *Créer une inspection du développement durable*
16. *Construire une alliance avec le secteur de l'assurance*
17. *Tirer parti de l'écologie industrielle*
18. *Réorienter la fiscalité pour soutenir la transition écologique et sociale*
19. *Répondre à l'urgence sociale*
20. *Refaire de la sécurité sociale un véritable tremplin*

### 1. Lancer un plan de travaux dans les secteurs verts

- Les Nouvelles Technologies Vertes sont en plein boom :
  - logement durable
  - moteurs propres
  - énergies renouvelables
  - alimentation durable
  - transports en commun et leurs infrastructures
  - bioextraction, chimie verte (bioplastiques et biocarburants de nouvelle génération au bilan environnemental positif)
  - épuration des eaux, des sols et de l'air.
  - Etc...
- Les secteurs traditionnels seront eux aussi touchés par la révolution verte :
  - sidérurgie et constructions métalliques,
  - infrastructures de soins de santé et d'accueil des personnes âgées, etc...
- Nécessité d'investissements publics « verts » ciblés sur des secteurs prioritaires :
  - Isolation des bâtiments
  - Recherche dans les nouvelles technologies vertes
    - Souvent jugées comme des investissements à haut risque et haut potentiel, les innovations durables devraient faire l'objet de mécanismes renforcés de soutien et de garantie
  - Création d'une communauté européenne des énergies renouvelables (ERENE) (à l'instar de la CECA à l'origine de l'UE)
  - Transports en commun



Modes de transport

(source : SPF Mobilité et transport, 2006)

⇒ développer la quantité et la qualité de l'offre transports en commun

## **2. Etablir le coût-vérité des pollutions**

- les services « naturels » ( « externalités positives ») n'ont pas de valeur économique formellement reconnue.
- Le marché ne reflète pas le prix-vérité de ces services, notamment dans les domaines où les droits de propriété ne sont pas clairement attribués et où des coûts externes apparaissent
- Ce qui est appliqué en général aujourd'hui : le principe du « pollueur profiteur » (et non du « pollueur payeur »)
- En dernier ressort ce sont les citoyens qui paient les dégâts environnementaux causés par les activités économiques
- la théorie économique doit effectuer un saut qualitatif en introduisant l'environnement comme un facteur à part entière, en plus du capital et du travail
- série d'arbitrages à reconsidérer : surcoût salaires européens vs surcoût de l'internalisation des dégâts environnementaux (liés par exemple aux transports de matières et de biens)
- L'internalisation des coûts environnementaux est en fait une application généralisée du principe du « pollueur – payeur », élargie, quand c'est possible, au coût du déstockage des ressources naturelles.
  - intégration dans le prix du coût des externalités environnementales de ce produit (tout au long de son cycle de vie)
  - et du coût d'épuisement des ressources qui ont été nécessaires à sa fabrication

(Exemple : proposition de Stiglitz sur l'application d'une taxe carbone sur les produits hors Protocole de Kyoto, en utilisant le cadre de référence de l'OMC interdisant les « subventions » aux entreprises)

## **3. Libérer l'économie de la dictature de la finance**

C'est le modèle économique du capitalisme qui est à réformer en profondeur. Pour cela la régulation de la finance est nécessaire mais non suffisante.

### **Renforcer la régulation économique et financière**

- Installer une gouvernance économique européenne, ajuster le rôle et la mission de la BCE
- Celle-ci, en dehors de la maîtrise de l'inflation, doit intégrer la croissance économiquement soutenable et la stabilité des marchés financiers
- Introduction d'une taxe sur les opérations boursières pour décourager la spéculation, de l'ordre de 0,5%, pouvant être augmentée pendant les périodes de forte volatilité
- Taxation dissuasive des bénéfices des Banques générés par leurs filiales situées dans un paradis fiscal

### **Faire atterrir les dirigeants des entreprises cotées en bourse**

- Encadrement strict de la rémunération des dirigeants
- Interdiction des rémunérations dépendant directement de la prise de risque (stock-options)
- Part variable liée aux performances à long terme de l'entreprise

### **Prendre des mesures pour casser l'économie-casino**

- Encadrement des exonérations fiscales sur les plus-values (détention des actions sur plus de 3 ans, participation structurelle > 10%, etc...)
- Interdiction des ventes à terme à découvert

### **Baliser plus strictement le système bancaire**

- Réintroduire la stricte séparation entre banque commerciale et banque d'affaires
- Limiter la détention de titres de crédit titrisés à 5% des actifs, limiter la part de crédits couverts par la titrisation... ou interdire carrément ce genre d'instrument financier
- Renforcer la solvabilité des banques commerciales (fonds propres  $\geq$  15% passif)
- Créer une agence de notation publique et indépendante du secteur financier

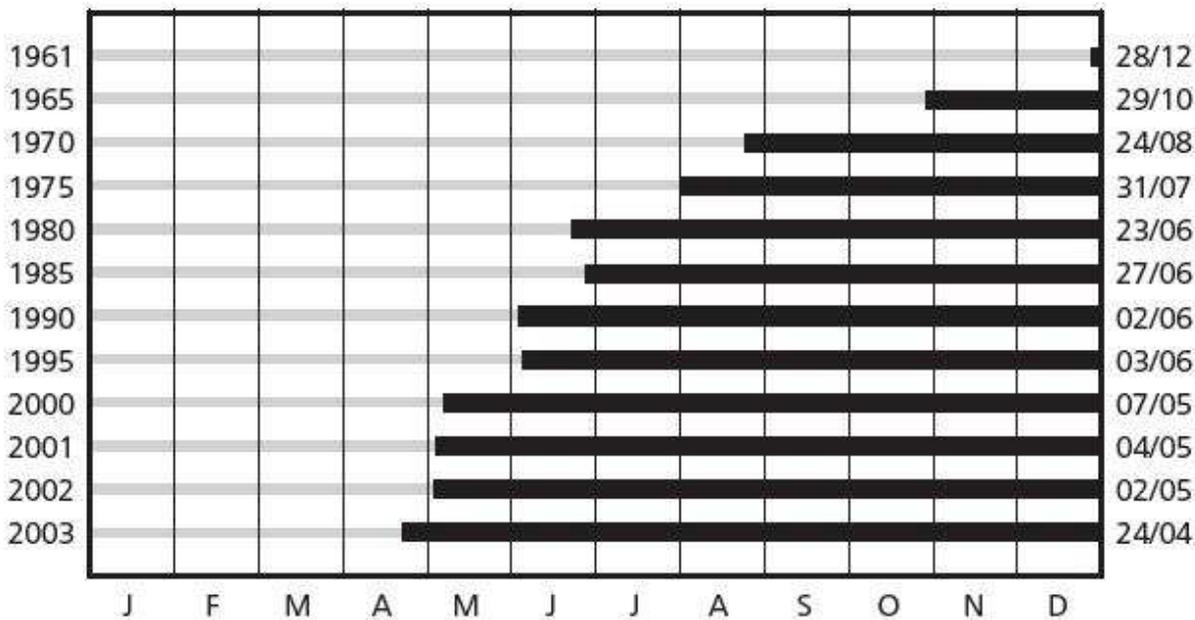
- Créer un fonds de liquidités interbancaire européen (NB : ceci s'est plus ou moins réalisé sous la pression de la crise souveraine grecque)

#### 4. Orienter les placements vers le développement durable

- Renforcer le poids des actionnaires de long terme (augmentation de leurs droits de vote)
- S'appuyer sur le levier fiscal pour orienter la participation des fonds vers des durées > 5 ans (durée moyenne actuelle : 7 mois)
- Orienter l'épargne vers des secteurs « à triple dividende » (social, économique, environnemental)

#### 5. Créer une inspection du développement durable

- La dette environnementale excède la dette publique...
- « overshoot day » : jour à partir duquel un pays utilise plus que sa part de biocapacité mondiale (et vit donc aux dépens des autres pays et des générations futures)



Overshoot day de la Belgique  
(Source : WWF et calculs propres)

- Créer une inspection du développement durable donnant son avis sur les projets ayant un impact sur la dette environnementale
- Multiplier les recours aux analyses environnementales de cycle de vie des projets (éco-bilans)
- Mettre en œuvre une comptabilité verte en intégrant la notion de patrimoine naturel et les services fournis par les écosystèmes dans la comptabilité publique

#### 6. Construire une alliance avec le secteur de l'assurance

Le secteur des assurances - et plus encore celui de la réassurance – peut constituer un formidable allié dans la construction du développement durable :

- de par sa mission de stabilisateur anti-risques, il se situe au cœur des activités humaines.

- orientation quasiment naturelle vers le moyen et le long terme
- son système de différenciation des primes et des couvertures, lui permettant de jouer un rôle capital dans la diffusion des bonnes pratiques.
- Grand collecteur de ressources à long terme via les produits de capitalisation et de retraite complémentaire, le secteur des assurances est aussi un investisseur institutionnel puissant
- Sensibilité aux dégâts environnementaux car supportant inévitablement une partie des coûts qui y sont liés

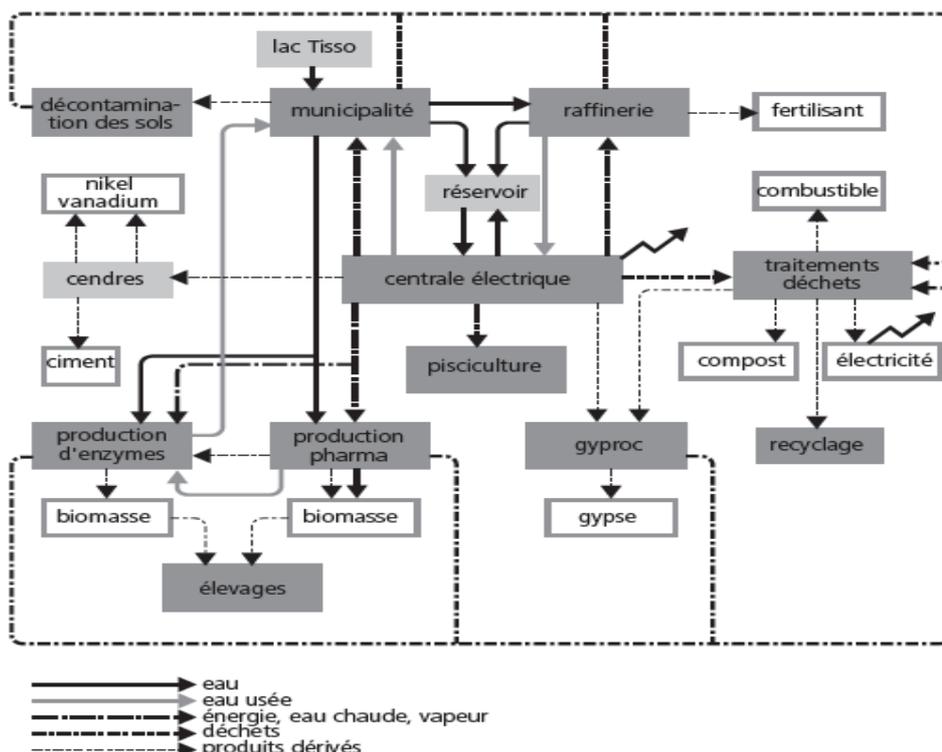
	Nombre de catastrophes	Coût des catastrophes (en \$ 2002)
1950 – 1959	20	42,1 milliards
1960 – 1969	27	75,5 milliards
1970 – 1979	47	138,4 milliards
1980 – 1989	63	213,9 milliards
1990 - 1999	91	659,9 milliards

Evolution des catastrophes naturelles  
(Source : Munich Ré)

Orienter progressivement les propositions de contrat en encourageant les comportements « vertueux » (ex : réductions sur assurances couvrant des véhicules peu polluants)

## 7. Tirer parti de l'écologie industrielle

- Ecologie industrielle (Suren Erkman) = recherche optimisation globale des modes de production , en s'inspirant du fonctionnement des écosystèmes naturels
- Les déchets ou pertes d'une entreprise deviennent une ressource pour l'entreprise voisine
- Cas d'école : le site de Kalundborg au Danemark



- Lancer des études de « métabolisme territorial » sur les grands bassins d'emplois, afin de développer les filières de valorisation des déchets

## **8. Réorienter la fiscalité pour soutenir la transition écologique et sociale**

Réorienter globalement la fiscalité en vue d'atteindre un meilleur équilibre entre la fiscalité sur les revenus du travail, la fiscalité sur les revenus du capital et sur les pollutions.

Cette réorientation est fondée sur trois mouvements de transfert parallèles :

- transfert de la fiscalité du travail vers les pollutions ;
- transfert de la fiscalité sur les bas et moyens salaires vers l'ensemble des revenus ;
- transfert de la fiscalité sur les PME vers une fiscalité sur les multinationales.

Cette réorientation doit tenir compte des évolutions sur les décennies passées:

- De la mondialisation et de la dérégulation
- De la financiarisation
- De l'accroissement des pollutions
- De l'accroissement des inégalités

### **Double redistribution :**

- Horizontale (services publics, sécurité sociale, assurance chômage)
- Intergénérationnelle (le principe pollueur payeur est une mesure de justice envers les générations futures)

### **Faire converger les fiscalités européennes en matière d'impôts sur les sociétés**

- Depuis 20 ans, le taux nominal moyen de l'impôt des sociétés (ISOC) n'a cessé de chuter, menaçant non seulement l'équilibre de nos économies mais aussi le projet européen.
- L'Union Européenne, à l'inverse des USA, se comporte comme une collection de petits pays individualistes plutôt que comme une grande puissance :
- Les sociétés multinationales qui bénéficient d'infrastructures publiques développées et d'allègements fiscaux généreux sont les grandes gagnantes de ce véritable « jeu de massacre » fiscal.
- En l'absence de coordination, les États continueront à élaborer des stratégies prédatrices
- de concurrence fiscale.
- Pourtant, une plus grande uniformisation de l'ISOC au niveau européen leur permettrait de retrouver d'importantes marges de manoeuvre budgétaires.
- harmonisation des règles de calcul de la base imposable des sociétés.
- créer un serpent fiscal imposant un taux plancher et un taux plafond au plan européen.
- Resserrement progressif des fluctuations à l'intérieur du serpent.
- À terme, cette convergence jetterait les premières bases d'un impôt européen.
- On en est loin à l'heure actuelle !!
- Cependant, première phase possible d'harmonisation des assiettes fiscales pour les impôts des multinationales en consolidant les bénéfices et pertes sur l'ensemble de l'UE, avec clé de répartition entre les états
- Lutter réellement contre la fraude fiscale
- Au niveau national
- Au niveau international, lutte contre la fraude et le crime économique, éradication des paradis fiscaux

## **Faire contribuer les revenus du capital à due proportion (mettre fin au traitement fiscal privilégié pour les revenus du capital)**

- Renforcer progressivement la fiscalité sur les pollutions
- toutes les formes de pollution doivent faire l'objet d'une imposition renforcée afin d'amener progressivement à leur disparition.
- Le produit de cette internalisation doit être consacré à la fois à renforcer les mécanismes de redistribution et à soutenir la transition écologique.
- Décourager l'utilisation de carbone fossile : mettre fin aux privilèges fiscaux du transport aérien, transfert modal (report de la route vers le rail), renforcement de l'efficacité énergétique du transport, taxe carbone
- Réduire les charges sur les activités de « réparation » (réutilisation, recyclage...)

## **9. Répondre à l'urgence sociale**

- Faciliter le retour à l'emploi
- Switch fiscal des revenus du travail vers les pollutions (l'écofiscalité doit permettre de réduire les charges sociales sur les bas salaires)
- Augmenter les allocations sociales
- Renforcer la concurrence et le contrôle des prix
- Instaurer une facture énergétique progressive
  - Faire varier le prix de l'unité d'énergie en fonction de la quantité consommée (à peu de chose près le fonctionnement de la taxe carbone)
- Instaurer un partenariat public – ménages énergétique
  - Création d'agences publiques d'aide à l'efficacité énergétique des logements, qui prendraient en charge l'audit énergétique des bâtiments, la sélection des investissements les plus efficaces, le préfinancement des travaux, l'obtention de prêts à taux zéro, la fourniture de garantie... dispositif pouvant être élargi aux locataires

## **10 . Refaire de la sécurité sociale un véritable tremplin**

- Equilibrer les sources de financement en y faisant contribuer les revenus du patrimoine
- Tenir compte de l'environnement social et humain pour augmenter l'efficacité de la politique de santé publique

## **CONCLUSION : REVOLUTION, EVOLUTION OU TRANSITION ?**

- En conclusion, Jean-Marc Nollet estime que la crise financière et que la crise écologique (encore sous-estimée) sonnent le temps du changement. Les défis actuels appellent des solutions d'une nouvelle espèce, et ce, notamment au niveau européen.
- Par où commencer ? Le XXIème siècle doit être celui de la transformation de nos modes de vie : de nos manières de produire et de consommer.
  - Importance du travail culturel et d'éducation populaire pour réduire le hiatus entre le consensus naissant et le passage réel à l'acte
  - Exemple tiré d'une étude sur les facteurs de changement et de résistance en matière d'économies d'énergie pour les logements en Belgique :
    - Prix, commodité, facilité, préoccupation pour l'environnement, soutien des proches... un seul frein suffit pour bloquer le changement, mais il faut plusieurs leviers pour provoquer ce changement :
      - « Tout le monde en parle »

- L'information donnée est cohérente avec ce qu'en disent les intermédiaires professionnels
  - Les personnes qui veulent changer sont encouragées par leurs proches
  - L'adoption du nouveau comportement renforce l'estime de soi et correspond à la réalisation d'un projet personnel
- 
- Briser le cercle vicieux de l'hyperconsommation qui nous entraîne dans une société du gespillage, bien au-delà de la satisfaction des besoins élémentaires
  - Profiter des opportunités de la société de la connaissance et des NTIC, mais sans se soumettre à de nouveaux besoins, ou aux seules demandes de la machine industrielle
  - « *Je ne dis pas que ces transformations radicales se réaliseront. Je dis seulement que, pour la première fois, nous pouvons vouloir qu'elles se réalisent.* » (André Gorz)